**Déclaration liminaire UNSA EDUCATION CSA-D du Jeudi 5 septembre 2024**



Madame la Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs, membres du CSA-D,

Alors que nos collègues ont préparé la rentrée scolaire et universitaire, concentré·es sur leur tâche, quels que soient leurs métiers, nous sommes inquiets des débats politiques, quand tous les prétextes sont bons pour ne pas changer de politique : pour ne pas agir sur le changement climatique, pour ne pas rétablir la justice en matière de retraites, pour ne pas toucher au point d’indice… Certains politiques ne sont pas à la hauteur des enjeux de l’actualité sur lesquels nous attendons des décisions cruciales pour l’avenir.

De nombreux personnels ont repris le travail pour que la rentrée soit techniquement réussie, même avec un gouvernement démissionnaire, mais le président de la République ne peut pas ignorer tout ce qui s’est passé avant l’été 2024 notamment avec les élections européennes et législatives.

Dans notre domaine de l’éducation, nos métiers ont besoin d’une autre politique. Des défis majeurs sont à relever pour notre système éducatif et pour la formation des jeunes, quand la violence s’exacerbe dans la société, quand les problématiques de santé des jeunes nous alarment, quand la mutation numérique s’accélère à travers l’intelligence artificielle…

Nos propositions pour construire une réponse éducative à la hauteur des enjeux de notre société et de son avenir sont multiples, et passent par un axe transversal qui est primordial : le bien-être des personnels qui assurent le bon fonctionnement du service public. Nous ferons ainsi de la présentation des résultats de notre enquête annuelle, le baromètre des métiers, un moment fort pour parler de la place du travail dans notre société et plus spécifiquement dans les métiers tournés vers la jeunesse et la préparation de l’avenir.

Dans l’immédiat, nous invitons le Président de la République ainsi que les partis politiques démocratiques, engagés dans les négociations sur la constitution du gouvernement, à prendre en compte ce besoin d’une politique d’éducation nouvelle : Maintenir les orientations conservatrices et injustes du « choc des savoirs », menées par le gouvernement précédent désavoué dans les urnes, serait insultant envers toute la communauté éducative et contre-productif pour notre jeunesse.

Il est désormais temps de s’emparer des problématiques urgentes de notre profession : obtenir une rémunération décente pour tous les personnels de l’éducation nationale et obtenir enfin une gestion des ressources humaines, respectueuse de ses personnels et de leurs droits. Ce n’est qu’en travaillant urgemment sur ces 2 chantiers précis qu’on pourra parler de travailler sur l’attractivité de nos métiers. Sans cela, les concours continueront de se vider, les démissions et les ruptures conventionnelles continueront d’exploser.

Au niveau local, nous souhaitons à l’ensemble des personnels des services départementaux une bonne rentrée scolaire. Comme nous le rappelons à chaque instance, nous espérons qu’un dialogue social de qualité restera une priorité lors de l’année à venir et permettra d’avancer sur de nombreuses problématiques liées à la qualité de vie au travail. Nous conclurons ainsi cette déclaration en prenant en exemple la campagne de promotion à la Hors- classe des PE du mois de Juillet 2024. Encore une fois, il a été très compliqué de comprendre à quel barème la promotion était possible, à quel rang on était placé, quel critère de départage était appliqué… Nous savons aujourd’hui que le critère de départage principal a changé sans que cela ne soit indiqué nulle part ou communiqué aux personnels.

Il en va de même pour le passage à la classe exceptionnelle et ses nouvelles modalités. Au-delà du fait qu’aucune grille d’évaluation avec des critères explicites ne soit communiquée aux collègues concernés, un collègue ayant un avis IEN identique à un autre n’est pas en mesure de savoir pourquoi l’un est promu et pas l’autre.

Une fois de plus, ce manque de transparence lors des opérations de promotion entraine un sentiment d’injustice chez les personnels concernés. Pour l’UNSA EDUCATION, cette opacité témoigne d’un manque de respect envers les enseignants.

Merci pour votre écoute.